

Financé par



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LE PREFET
ADMINISTRATEUR SUPERIEUR
CHEF DU TERRITOIRE
DES ILES WALLIS ET FUTUNA

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE (MAPA)

En vertu des dispositions des articles R2123-1 à R2123-7 du code de la commande publique et des dispositions applicables dans les Îles Wallis et Futuna.

Pouvoir adjudicateur :

Administration Supérieure des Îles Wallis et Futuna
BP 16 – Havelu - 98600 UVEA
Tél : 00 681 72 27 27

Personne habilitée à représenter le pouvoir adjudicateur :

Monsieur le Préfet Administrateur Supérieur des Îles Wallis et Futuna

Comptable public :

Monsieur le Directeur Local des Finances Publiques des îles Wallis et Futuna

Conducteur d'opération :

SECAL Société d'Équipement de Nouvelle Calédonie

Objet du marché :

Travaux de construction d'une cité administrative sur l'île de Futuna

Numéro du marché : 2021-E-PA-45-00-SBL

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P)

COMMUN A TOUS LES LOTS

SOMMAIRE

Article 1.	Objet, intervenants, dispositions générales	4
1-1.	Objet du marché - Domicile du titulaire.....	4
1-2.	Décomposition en tranche et en lots.....	4
1-3.	Intervenants	5
1-4.	Contrôle des prix de revient	6
1-5.	Dispositions générales	6
1-6.	Notifications.....	8
1-7.	Travaux en site occupé.....	9
Article 2.	Pièces constitutives du marché	9
Article 3.	Prix et mode d'évaluation des ouvrages - Variation dans les prix - Règlement des comptes.....	10
3-1.	Répartition des paiements	10
3-2.	Tranche(s) Optionnelle(s)	10
3-3.	Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages.....	10
3-4.	Modalités de paiement.....	11
3-5.	Variation dans les prix.....	12
3-6.	Modalités particulières de paiement	13
3-7.	Augmentation du montant des travaux	13
Article 4.	Délais d'exécution, pénalités, primes et retenues de garantie.....	14
4-1.	Délais d'exécution	14
4-2.	Prolongation des délais d'exécution	14
4-3.	Pénalités pour retard du marché.....	15
4-4.	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	16
4-5.	Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution	16
4-6.	Délais et pénalités pour remise de documents pendant le chantier	16
4-7.	Pénalités pour défaut de signalisation temporaire.....	16
4-8.	Pénalités pour défaut d'installation de chantier	16
4-9.	Autres pénalités	16
Article 5.	Clauses de financement et de sûreté.....	17
5-1.	Retenue de garantie	17
5-2.	Avance	17
5-3.	Avance facultative	18
5-4.	Avance sur matériels	18
5-5.	Avance sur approvisionnement.....	18
5-6.	Remboursement de l'avance	18
Article 6.	Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits.....	19
6-1.	Provenance des matériaux et produits	19
6-2.	Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	19
6-3.	Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	19
6-4.	Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.....	19
6-5.	Garantie particulière pour matériaux de type nouveau (A REMPLIR PAR LE CANDIDAT)	19
6-6.	Qualité des matériaux et produits-application des normes.....	20
Article 7.	Implantation des ouvrages	20
7.1	Piquetage général.....	20
7.2	Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	20
Article 8.	Préparation, coordination et exécution des travaux.....	20
8-1.	Période de préparation – Programme d'exécution des travaux	21
8-2.	Etudes, documents et plans d'exécution des ouvrages.....	22
8-3.	Echantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément.....	22
8-4.	Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers	22
8-5.	Compte prorata	24
8-6.	Coordination entre lots	24
8-7.	Prescriptions environnementales.....	24

8-8.	Amiante environnementale	25
Article 9.	Sous-traitance	25
Article 10.	Contrôles et réception des travaux	26
10-1.	Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	26
10-2.	Réception des ouvrages	26
10-3.	Réceptions partielles.....	26
10-4.	Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.....	26
10-5.	Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	26
10-6.	Remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE) fournis après exécution	26
10-7.	Délai de garantie de parfait achèvement	26
10-8.	Délai de garantie de parfait fonctionnement.....	27
10-9.	Assurance responsabilité civile.....	27
10-10.	Représentant de l'entreprise.....	28
Article 11.	Résiliation.....	28
Article 12.	Règlement des différends et litiges	29
Article 13.	Intérêts moratoires	29
Article 14.	Déroptions.....	29
14-1.	Déroptions au C.C.A.G-Travaux mars 2021.....	29
14-2.	Déroptions au C.C.T.G. et aux normes françaises homologuées	29

Article 1. Objet, intervenants, dispositions générales

1-1. Objet du marché - Domicile du titulaire

Les prestations, objet du présent marché, concernent les travaux de construction d'une cité administrative.

Le lieu d'exécution des prestations est : Le site de Villamalia sur l'île de Futuna.

Les prestations feront l'objet d'un marché public passé selon la procédure adaptée définie aux articles L2123-1 et R2123-1 à R2123-7 du CCP et des dispositions applicables dans les Îles Wallis et Futuna.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et toutes les pièces techniques pour chacun des lots.

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à l'Administration Supérieure du Territoire des îles de Wallis et Futuna, Havelu, Hahake, BP 16, 98600 Wallis, jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître à la personne responsable du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

Le marché comprend :

- pour tous les ouvrages (voirie, terrassement, gros œuvre, second œuvre,...), les études d'exécution complètes, autres que celles fournies dans le dossier de consultation, à réaliser ou faire réaliser par un bureau d'études compétent à la charge de l'entreprise, à remettre en exemplaires papiers et informatique par l'entrepreneur au VISA du maître d'œuvre ;
- les études d'exécution comprenant les plans et études de réalisation et de fabrication, destinées aux équipes de montage et d'exécution de l'ouvrage à construire dans les conditions réelles du terrain, à remettre en exemplaires papiers et informatique par l'entrepreneur au VISA du maître d'œuvre ;
- le transport, l'acheminement de tous les matériels sur site, ainsi que l'installation sur site ;
- l'exécution des travaux et prestations, et les sujétions de chantier ;
- la fourniture des relevés, procès-verbaux (PV), certificats, fiches techniques, fiches de référence, fiches d'entretien, et des plans de récolement correspondants ;
- les frais d'assurance responsabilité civile (si assurance possible).

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

1-2. Décomposition en tranche et en lots

Les travaux sont allotés en treize (13) lots :

- Lot n°1 : Fondation - Gros Œuvre
- Lot n°2 : Terrassement VRD
- Lot n°4 : Charpente Couverture
- Lot n°10 : Peinture – Nettoyage
- Lot n°13A : Electricité
- Lot n°13B : Equipements photovoltaïques
- Lot n°14 : Plomberie - Sanitaire
- Lot n°15 : Menuiseries aluminium

- Lot n°16A : Menuiseries bois
- Lot n°19 : Revêtements sols et murs en carrelage
- Lot n°22 : Cloisons légères / Faux plafonds
- Lot n°25B : clôture
- Lot n°26 : Climatisation – Ventilation

1-3. Intervenants

1-3.1. Maîtrise d'ouvrage

Le maître de l'ouvrage est Monsieur le Préfet Administrateur Supérieur Chef du territoire des îles Wallis et Futuna.

1-3.2. Titulaire

Est désigné comme titulaire, ou mandataire, du présent marché le contractant désigné dans l'acte d'engagement.

1-3.3. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement seront formulées par un formulaire DC4 (formulaire joint au DCE).

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle (si assurance possible) visée à l'Article 9 ci-après.

1-3.4. Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par la SECAL.

SECAL
40, rue Félix Trombe
Koutio
98835 Dumbéa, Nouvelle Calédonie

Le conducteur d'opération ne dispose d'aucune délégation de signature du maître d'ouvrage et n'est pas habilité à prendre de décision au nom de celui-ci.

1-3.5. Ordonnancement, coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

La mission de coordination est assurée par STKL Conception, membre du groupement de Maîtrise d'Œuvre.

1-3.6. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre de conception et du suivi des travaux est assurée par le groupement

COURTOT NICOLAS ARCHITECTURE SARL / STKL CONCEPTION / BRH SARL / EXEFLUIDES SARL / CIEL SARL/SECUPREV SARL

Sauf stipulations contraires, la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur est réalisée par le maître d'œuvre.

1-3.7. Contrôle extérieur

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique.
Ce contrôle est assuré par : BUREAU VERITAS Nouvelle Calédonie.

Ponctuellement le contrôleur technique sera appuyé par un contrôle local assuré par les services des Travaux Publics de Wallis et Futuna.

1-3.8. Contrôle extérieur topographique

Sans objet.

1-3.9. Contrôle extérieur des bétons

Sans objet.

1-3.10. Coordinateur Sécurité-Prévention-Santé

Sans objet.

1-3.11. Représentant du pouvoir adjudicateur

Pour l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur est représenté, par le Préfet, Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna.

1-4. Contrôle des prix de revient

Sans objet.

1-5. Dispositions générales

1-5.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-5.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

En cas de litige, la loi en application sur le territoire des Îles de Wallis et Futuna est seule applicable. Le tribunal administratif du territoire de Wallis et Futuna est le seul compétent. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du

marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

Si le titulaire est établi dans un autre pays, les prestations seront facturées hors taxe, et la monnaie de compte du marché reste **le franc pacifique XPF**. La base de calcul est 8,38 euros = 1 000 F CFP.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit du Territoire des Îles de Wallis et Futuna soit le seul applicable et le tribunal administratif du Territoire de Wallis et Futuna soit seul compétent pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet »

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31/12/1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Les demandes de paiement seront libellées **en francs pacifique XPF** et soumises aux modalités de l'Article 3 du présent CCAP.

Les prix resteront inchangés en cas de variation de change et toutes les correspondances relatives au marché seront rédigées en français.

1-5.3. Responsabilités et Assurances

Le code des assurances n'étant pas en vigueur dans les Îles de Wallis et Futuna, en cas d'incapacité d'obtention de police d'assurance, il sera demandé au soumissionnaire de prouver, si cela est possible (preuve de banque...) sa solvabilité en cas de sinistre.

a) Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

b) Assurance de responsabilité civile de droit commun

Si cela est possible, le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

c) Assurance de responsabilité civile décennale

S'agissant de la réalisation d'ouvrages dont le coût prévisionnel des travaux et honoraires est inférieur à 15 millions d'euros HT, **si cela est possible**, le(s) titulaire(s) déclare(nt) avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le(s) garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- Garantie effondrement avant réception
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire

L(es) entreprise(s) titulaire(s) justifie(nt) de sa(leur) police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016 émanant de sa(leur) société d'assurances.

Chaque entreprise, si cela est possible, devra être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants devront prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

d) Dispositions communes

Si cela est possible, par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) titulaire(s) fourni(ssen)t une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Il(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ...) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1-5.4. Clause d'insertion locale

Le titulaire s'engage à mettre en place une action d'insertion au bénéfice de personnes, entreprises, fournisseurs du Territoire de Wallis et Futuna.

Pendant l'exécution du marché, le titulaire s'engage à réserver la moitié des heures de travail nécessaires à l'exécution de son marché à des emplois locaux. Ceci pourra se réaliser via le recours à la sous-traitance, à la cotraitance et à l'embauche directe.

En cas de non-respect de cette clause d'insertion, des pénalités seront appliquées conformément à l'article 4-9.

1-6. Notifications

Les demandes à l'entreprise formulées par le maître d'ouvrage, le conducteur d'opération ou le maître d'œuvre sont faites sous l'une des formes suivantes :

- ordre de service ;
- courrier ;
- mention dans le PV de chantier ;
- courriel ;

- par huissier ou équivalent.

Ces demandes doivent comporter un objet précis et un délai de réponse proportionné :

- au temps matériel raisonnable qui doit être laissé à l'entreprise pour le faire,
- au contexte d'urgence ou non dans lequel la demande est faite,
- à la responsabilité de l'entreprise dans la survenue de la situation qui est à l'origine de la demande.

Par convention, la preuve de la réception de ces demandes, qui en emporte notification, et qui démarre le délai de réponse, est apportée par (respectivement) :

- a) la signature de l'ordre de service par le destinataire ou par son représentant, le visa du récépissé par un employé de l'entreprise au siège social lorsque le document est déposé au siège social, ou la signature du récépissé postal lorsque l'ordre de service est envoyé en recommandé.
- b) la signature du récépissé sur la lettre, ou sur les documents postaux en cas d'envoi en recommandé.
- c) la signature du PV de chantier concerné, ou lorsque le maître d'œuvre n'utilise pas cette méthode, la participation de l'entreprise à la réunion de chantier suivante où réapparaît la même demande (cette participation étant réputée démontrée par le pointage écrit des présents réalisé par le maître d'œuvre).
- d) le récépissé électronique, ou la réponse au courriel faite par le destinataire ou son employé.
- e) tout moyen prévu par la législation en vigueur, à la disposition de l'huissier.

Lorsque ces preuves de réception ne peuvent être apportées, la preuve de la réception est constituée dès lors que l'entreprise mentionne par un écrit quelconque un point qui ressort directement du contenu de la demande.

1-7. Travaux en site occupé

Les travaux devront être réalisés de manière à minimiser les risques et la gêne vis-à-vis des personnes extérieures au chantier et aux habitants voisins. Le chantier devra être organisé en conséquence. Cela concerne notamment :

- Les travaux de terrassement diurnes et nocturnes (raccordement de réseaux, percements, ...) ;
- Les travaux comportant des nuisances : bruit, vibrations, poussières, odeurs (solvants, hydrocarbures, gaz d'échappement ...)

Ces travaux devront impérativement, avant tout commencement, faire l'objet d'un signalement au maître d'œuvre, en précisant : le type de travaux, heure de début et de fin, les mesures envisagées pour réduire les nuisances.

Article 2. Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A - Pièces particulières :

1. l'acte d'engagement de chaque lot - AE et ses annexes ;
2. le cahier des clauses administratives commun à l'ensemble des lots - CCAP et ses annexes ;
3. les cahiers des clauses techniques et particulières propre à chaque lot – CCTP et ses annexes ;
4. les décompositions des prix global et forfaitaire propre à chaque lot – DPGF ;
5. le dossier de plans ;
6. Les annexes au dossier ;
7. Le mémoire de l'entreprise.

dont les exemplaires originaux conservés dans les archives du maître de l'ouvrage font seuls foi ;

B - Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-4 du présent CCAP :

- Les prestations feront l'objet d'un marché conformément aux dispositions du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique (CCP) ;
- Le Cahier Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Travaux (CCAG/Travaux, version 31 mars 2021) (1) ;
- les Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux et approuvant ou modifiant divers fascicules (1) ;
- les normes en vigueur au moment de la remise de l'offre de l'entreprise (1) ;
- le code et textes non codifiés du travail.

(1) Textes généraux appartenant au domaine public qui ne sont pas fournis par la maîtrise d'ouvrage. Sont applicables, sans besoin d'être mentionnés et sont considérés comme connus du titulaire, l'ensemble des lois et règlements applicables au Territoire des îles Wallis et Futuna.

Article 3. Prix et mode d'évaluation des ouvrages - Variation dans les prix - Règlement des comptes

3-1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire, et à ses sous-traitants ainsi que la répartition éventuelle entre cotraitants.

3-2. Tranche(s) Optionnelle(s)

Certains lots comportent des tranches optionnelles. Le déclenchement des tranches optionnelles pourra s'effectuer par ordre de service dans une durée de huit (8) mois suivant la date de notification du marché.

3-3. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages

3-3.1. Contenu des prix

Les prix du marché sont établis en tenant compte des sujétions d'exécution particulières suivantes :

- en tenant compte de toutes les sujétions et toutes les dépenses nécessaires à la réalisation totale et définitive des ouvrages y compris les aléas ;
- en tenant compte des dépenses communes de chantier ;
- en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités limites suivantes :

Nature du Phénomène	Intensité Limite
- Vent	100 km/h
- Pluie	10 mm/h pendant 5 heures

Ces limites sont fixées pour la seule détermination des prix et n'excluent en aucun cas l'application des mesures de sécurité en vigueur ;

- en tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée de travaux extérieurs au présent marché,
- en tenant compte des consignes éventuelles et exceptionnelles non prévisibles d'arrêts de travaux pour raison d'exploitation,
- en tenant compte de toute protection nécessaire à un maintien hors d'eau des locaux sous toiture, et pour la protection des mobiliers et appareillages par un

bâchage ou autre protection efficace (housses),

- en tenant compte des frais d'assurance responsabilité civile professionnelle (si possibilité) des différents intervenants,
- en tenant compte des éventuels frais d'assurance complémentaires,
- en tenant compte de toutes les taxes éventuelles.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix forfaitaires dont le libellé est donné dans la DPGF pour chaque lot.

3-3.2. Facilités pour les installations de chantier

Sans Objet.

3-3.3. Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix

Le maître d'ouvrage demandera éventuellement au titulaire de lui fournir les sous détails de prix, en plus de ceux fournis au moment de l'offre. Les sous-détails devront être transmis sous 1 semaine.

3-3.4. Exonération

Sans objet.

3-3.5. Travaux en régie

Sans objet.

3-4. Modalités de paiement

3-4.1. Présentation des décomptes

Les projets de décompte sont présentés conformément au modèle qui est remis au titulaire lors de la notification du marché.

Les comptes sont réglés mensuellement sur la base des constats contradictoires métrés réalisés par le maître d'œuvre et signés par le titulaire et des décomptes qui en résultent.

Le projet de décompte mensuel comporte les travaux exécutés depuis le début des travaux.

3-4.2. Modalités de transmission et de paiement

a) Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte"

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET du maître d'œuvre
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service

ordonnateur suite à la notification du marché »

- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

b) Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros, ou l'équivalent en Franc Pacifique.

3-5. Variation dans les prix

Les prix sont réputés fermes et révisables.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » (m0).

3-5.1. Choix de l'Index de référence

L'index de référence choisi pour la révision des prix des travaux est **BT 01**.

Les index sont publiés sur le site du Service Territorial des Statistiques et des Etudes Economiques (STSEE).

La révision est effectuée après exécution de chaque prestation.

3-5.2. Modalités de révision des prix :

Le coefficient de révision applicable pour le calcul de l'acompte du mois " n " est donné par la formule :

$$C_n = F - 1 \text{ avec } F = 0,15 + 0,85 \times \frac{I_n}{I_0}$$

dans laquelle I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché, respectivement au mois zéro (0) et au mois n.

Les index étant publiés tous les deux mois. En cas d'absence de publication d'index au mois n l'index du mois n-1 sera utilisé pour le calcul révision des prix de la situation du mois n.

En précision des dispositions de l'article 10.7, dernier alinéa du CCAG Travaux, l'arrondi au millième (1/1000) supérieur est fait de la façon suivante:

- Précision du calcul : les calculs sont effectués avec le nombre maximal de décimales compatible avec les moyens informatiques courants (tableurs électroniques).
- Arrondi : le coefficient F ci-dessus défini est tronqué à 4 décimales puis porté au millième supérieur.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

3-5.3. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Il n'y a pas de taxe à la valeur ajoutée appliquée sur le territoire des Îles de Wallis et Futuna

3-6. Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une **demande de paiement** via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre (cadre de facturation A10). Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.
- Dans le cadre des marchés de travaux, conformément à l'article 12.5.1 du **CCAG Marchés de travaux**, la **maîtrise d'œuvre** reçoit la demande de paiement du sous-traitant.
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée à la MOE. ;
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-4.2.b)3-6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

3-7. Augmentation du montant des travaux

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant ou une décision de poursuivre signée par le RPA.

Ce marché pourra donner lieu à décision de poursuivre.

Les travaux qui seront exécutés au-delà du montant contractuel ne seront pas payés.

Article 4. Délais d'exécution, pénalités, primes et retenues de garantie

4-1. Délais d'exécution

Le délai d'exécution de l'ensemble des lots est fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier détaillé d'exécution visé au 4-1.2 ci-après.

4-1.1. *Calendrier prévisionnel d'exécution*

Le calendrier prévisionnel d'exécution est joint en annexe de l'acte d'engagement.

4-1.2. *Calendrier détaillé d'exécution*

- A - Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le responsable de l'OPC sur la base du délai d'exécution indiqué dans l'AE et après consultation des titulaires des différents lots ;
- B - Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à courir à la date fixée dans le calendrier détaillé d'exécution ;
- C - Pour chacun des marchés le délai de 6 mois prévu à l'article 50.2.1 du CCAG est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres à chaque lot, dates fixées par l'ordre de service visé à l'article 3 de l'acte d'engagement ;
- D - Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le responsable de l'OPC peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement ;
- E - Le calendrier initial visé en A, éventuellement modifié comme il est indiqué en D, est notifié par un ordre de service à tous les titulaires.

4-2. Prolongation des délais d'exécution

4-2.1. *Modification de l'importance de certaines parties d'ouvrages*

Une augmentation de la masse du marché ou une modification de l'importance de certaines parties d'ouvrage peuvent justifier une prolongation du délai d'exécution des travaux. L'importance de la prolongation est débattue par le maître d'œuvre avec l'entrepreneur, puis elle est soumise à l'approbation du représentant du pouvoir adjudicateur et la décision prise par celui-ci est notifiée à l'entrepreneur par ordre de service.

Concernant les changements d'importance des ouvrages à réaliser, seule le représentant du pouvoir adjudicateur a le pouvoir unilatéral de modification du projet.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution des travaux ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution.

4-2.2. *Intempéries*

Si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou d'autres phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d'œuvre peut notifier par ordre de service à l'entrepreneur un arrêt momentané des travaux ou l'autoriser sur la proposition de l'entrepreneur.

De même, la reprise des travaux sera elle aussi notifiée par un ordre de service et le délai d'exécution sera prolongé d'autant par décision du représentant du pouvoir adjudicateur.

Mode de calcul des intempéries prises en compte :

Intensité des phénomènes		Prolongation
Pluviométrie > 20 mm en 24h	→	1 jour ouvrable par jour de pluie
Vent rafale avec V ≥ 60 km/h	→	1 jour ouvrable par jour de vent

La prolongation de délai se fera en ajoutant des jours calendaires au délai contractuel.

Seront pris en compte les phénomènes naturels qui entravent le bon déroulement du chantier et qui octroient à l'entreprise des jours de prolongation de délai, sans oublier le respect des règles de sécurité pour les engins de levage (arrêt en cas de vent > 60 km/h).

La station météorologique de référence est celle de Wallis et Futuna.

En cas de mauvaise organisation de la part de l'entrepreneur pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts des travaux normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation. Ces arrêts de travaux ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution des travaux.

Si les arrêts ou le retard ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation de l'entrepreneur, la prolongation du délai d'exécution des travaux qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

4-2.3. Autres cas

En dehors des cas prévus aux paragraphes 4.2.1 et 4.2.2 du présent article, la demande de prolongation du délai d'exécution est à l'initiative du titulaire du marché quelle qu'en soit l'origine. Cette demande est instruite par le maître d'œuvre puis elle est soumise à l'approbation du représentant du pouvoir adjudicateur, et la décision prise par celui-ci est notifiée à l'entrepreneur par ordre de service.

4-3. Pénalités pour retard du marché

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, toutes les pénalités sont dues dès le 1^{er} franc pacifique, sur simple constat et sans mise en demeure et sont cumulables entre elles.

Par dérogation à l'article 19.2.2, Le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 30 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

4-3.1. Pénalités pour retard du marché (période de préparation + délai d'exécution des travaux)

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, lorsque le délai contractuel du marché est dépassé par le titulaire, celui-ci encourt des pénalités calculées à hauteur de **25000 F HT**, par jour calendaire de retard.

Cette pénalité s'applique à compter du lendemain du jour d'expiration du délai d'exécution considéré jusqu'au jour inclus de l'exécution.

Les pénalités pour retard ne sont ni actualisées, ni révisées.

4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Les dispositions suivantes sont appliquées lot par lot, en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé d'exécution élaboré et éventuellement modifié comme il a été indiqué aux 4-1.2 **A** et **D** ci-dessus.

a) Retard sur le délai d'exécution propre au lot concerné

Il est fait application de l'article 19.2 du CCAG.

b) Retard sur les délais particuliers correspondant aux interventions successives, autres que la dernière, de chaque titulaire sur le chantier

Il est fait application de l'article 19.2 du CCAG.

4-3.3. Primes d'avance

Sans objet.

4-4. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

A noter que conformément à l'article 18.1.1 du CCAG, le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui ont été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution des travaux.

4-5. Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

Les délais impartis au titulaire pour l'élaboration et la remise des documents prévus à l'article 40 du CCAG Travaux sont compris dans le délai d'exécution des travaux.

Ces documents concernent les récolements de surface, des réseaux souterrains et ouvrages de génie civil, conformément au CCTP.

La production et la remise au maître d'œuvre de ces documents conformes aux dispositions de l'article 10-6 ci-après, doit intervenir avant la demande du titulaire de réception des travaux telle que prévue par les dispositions de l'article 40 du CCAG Travaux.

La non remise de ces documents expose le titulaire au refus de réception par le pouvoir adjudicateur.

Si ces documents ne sont pas fournis dans le délai indiqué par la décision relative à la réception des travaux, (ou à défaut, dans le délai de 2 mois à compter de la date d'effet de la réception), une retenue provisoire de 3% du montant du lot correspondant est appliquée, puis transformée en pénalité définitive, conformément aux articles 19 et 12.1.2 du CCAG, sans que cela relève l'entreprise de ses obligations.

4-6. Délais et pénalités pour remise de documents pendant le chantier

Une fois le programme d'étude validé, il sera appliqué par jour de retard dans la présentation des documents :

- programme d'exécution des travaux ;

Une pénalité journalière de 25 000 XPF pour chaque document présenté en retard.

4-7. Pénalités pour défaut de signalisation temporaire

Sans objet.

4-8. Pénalités pour défaut d'installation de chantier

Le retard de l'entreprise dans la mise en place des installations de chantier (avant la fin de la préparation), dans le délai notifié par le maître d'œuvre, entraînera une pénalité définitive de 25 000 FCFP par jour calendaire de retard sur les décomptes de l'entrepreneur.

4-9. Autres pénalités

Sauf stipulation expresse particulière contraire, les pénalités et réfections :

- Sont dues dès le 1^{er} franc pacifique,
- sont toutes cumulables entre elles,
- s'entendent en jour calendaires lorsqu'il s'agit de sanctionner un retard,
- n'exonèrent pas l'entreprise de ses obligations et responsabilités,
- sont applicables sans mise en demeure préalable.

Rendez-vous de chantier : Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître

d'œuvre. En cas d'absence du directeur de chantier à la réunion de chantier, le titulaire encourt une pénalité fixée à 25 000 F CFP.

Retard ou non-respect des délais fixés pour la fourniture de toutes les pièces, études et plans d'exécution, prévus à l'article 8-1 du CCAP pendant la période de préparation, il sera appliqué une pénalité de 25 000 F CFP par jour de retard.

Retard ou absence de signature du journal de chantier par le Directeur de Chantier ou de son représentant dans les délais fixés au CCTP, il sera appliqué une pénalité de 25 000 F CFP par jour de retard.

Non application des consignes environnementales : il sera appliqué une pénalité de 50 000 F CFP par infraction, sur simple constat du maître d'œuvre.

Non-respect de la clause d'insertion : il sera appliqué une pénalité de 25 000 F CFP par heure travaillée n'ayant pas été réalisée par de la main d'œuvre locale conformément aux dispositions prévues à la clause d'insertion. Le titulaire sera tenu de justifier de l'appartenance du personnel au territoire de Wallis et Futuna. L'application de la pénalité pourra être réalisée 30j après notification du maître d'ouvrage au titulaire du justifier de cette clause et en l'absence de présentation des justificatifs.

Article 5. Clauses de financement et de sûreté

5-1. Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5% du montant initial augmenté le cas échéant du montant des avenants sera prélevée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie. Cette garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire est constituée pour le montant de la retenue de garantie.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ou la caution personnelle et solidaire ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

Il sera appliqué les conditions fixées aux articles R2191-32 à R2191-35 du code de la commande publique.

5-2. Avance

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC du lot si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

L'avance n'est pas conditionnée à la production d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle et solidaire.

Le montant de cette avance est défini par lot dans le tableau ci-après :

Lots	Pourcentage d'avance
Lot 1 – Fondation Gros Œuvre	20%
Lot 2 – Terrassement - VRD	5%
Lot 4 – Charpente -Couverture	20%
Lot 10- Peinture - Nettoyage	5%
Lot 13A – Electricité	20%
Lot 13B – Equipements photovoltaïque	10%
Lot 14 – Plomberie - Sanitaire	10%
Lot 15 – Menuiseries aluminium	20%
Lot 16A – Menuiseries bois	10%
Lot 19 - Revêtements sols et murs en carrelage	10%
Lot 22 - Cloisons légères / Faux plafonds	10%
Lot 25B - Clôtures	10%
Lot 26 - Climatisation – Ventilation	20%

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-4.2 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du lot. La période de préparation est comprise dans la durée d'exécution du lot.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence conformément au pourcentage P0 dont le calcul est conforme à l'article 5-6.

Si le marché est passé avec **un groupement conjoint**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

5-3. Avance facultative

Aucune avance facultative n'est versée au titulaire.

5-4. Avance sur matériels

Aucune avance sur matériels de chantier ne sera versée à l'entrepreneur.

5-5. Avance sur approvisionnement

Sans objet.

5-6. Remboursement de l'avance

Les avances sont remboursées par l'entrepreneur lorsque le montant cumulé des prestations exécutées atteint un pourcentage P0 du montant initial du marché.

Ce pourcentage est égal à la plus petite des deux valeurs suivantes :

$$P0 = 80 - \left(\frac{\text{montant total des avances accordées au titulaire}}{\text{montant initial du marché}} \right) \times 100, \text{ arrondi au \% inférieur}$$

$$P0 = 50\%$$

Il est alors précompté jusqu'à remboursement complet des avances, un pourcentage Q de chaque acompte en prix de base.

Ce pourcentage, plafonné à 100%, est défini par l'expression suivante :

$$Q = 100 \times \left[\frac{\left(\frac{\text{montant total des avances accordées au titulaire}}{\text{montant initial du marché}} \right) \times 100}{80 - P_0} \right], \text{ arrondi au \% supérieur}$$

Il est précisé que pour le calcul du remboursement, il n'est tenu compte que de la partie de l'acompte correspondant à un pourcentage d'avancement supérieur à P₀.

Le remboursement des avances doit être terminé au plus tard lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant du marché initial.

Article 6. Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

6-1. Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Tous les matériaux mis en œuvre et produits utilisés sur le chantier sont soumis à l'approbation de la maîtrise d'œuvre. Dans le cas où des matériaux auraient été mis en œuvre sans avoir préalablement reçus l'agrément de la maîtrise d'œuvre, le titulaire devra, à la demande de ce dernier, procéder à la dépose et l'enlèvement complet de ces matériaux sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Il sera apprécié la provenance locale des matériaux.

6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Il n'est pas prévu de lieu d'emprunt de matériaux par le maître d'ouvrage.

Il y a une unique carrière sur l'île de Wallis. Les candidats pourront se renseigner auprès d'elle pour connaître les caractéristiques des matériaux produits par celle-ci.

6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Le Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ), que le titulaire est tenu d'établir et de soumettre au visa du maître d'œuvre, définit les modalités des vérifications, essais et épreuves tant sur le chantier que sur les lieux de production qui relèvent du contrôle intérieur.

Les opérations de contrôle intérieur sont effectuées à la diligence et aux frais du titulaire.

6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage

Sans objet.

6-5. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau (A REMPLIR PAR LE CANDIDAT)

Si l'entrepreneur propose dans son offre d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'introduire dans le CCAP la clause suivante :

« L'entrepreneur garantit le maître de l'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ci-après, mis en œuvre sur sa proposition : pendant un délai de () an(s) à partir de la date, d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage l'entrepreneur dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à le(s) remplacer à ses frais sur simple demande du pouvoir adjudicateur par le(s) matériau(x) et fourniture(s) suivant(s) :

.....»

6-6. Qualité des matériaux et produits-application des normes

L'attention des entrepreneurs est attirée sur les dispositions de l'article 23 - Qualité des matériaux et produits. - Application des normes - du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG - Travaux mars 2021).

Article 7. Implantation des ouvrages

7.1 Piquetage général

L'entreprise est tenue d'effectuer ou de faire effectuer par un géomètre agréé par le maître d'œuvre et avant de commencer les travaux :

- L'état des lieux contradictoire, qui servira de base à son dossier d'exécution ;
- L'implantation des ouvrages conformément aux plans et instructions qui seront transmis à l'entrepreneur par le maître d'œuvre. Les tracés d'implantation comportent l'obligation de faire application des alignements et des nivellements.

7.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter est effectué, en même temps que le piquetage général (la partie du piquetage général restant à exécuter).

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, l'entrepreneur titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

En cas de retard de réponses des exploitants de réseaux en cours de chantier, Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

Article 8. Préparation, coordination et exécution des travaux

Les dépenses dont la nature est indiquée dans la liste suivante sont réputées comprises dans les prix forfaitaires du marché conclu avec le titulaire :

- installations de sécurité et d'hygiène du chantier ;
- installation éventuelle du bureau de chantier ;
- les frais d'études, de contrôles interne et externe ;
- les frais de conduite de chantier ;
- l'enlèvement des déchets et matériaux divers non réutilisables ;
- les frais d'évacuation des matériaux en décharge sur le territoire ;

- le retour des matériels et matériaux en décharge agréé ;
- les frais de remise en état des réseaux d'eau, d'électricité, et de téléphone détériorés pendant le chantier ;
- les frais de remplacement des matériels et mobiliers détériorés pendant le chantier.

8-1. Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 3-1 de l'acte d'engagement.

En complément de l'article 28.1 du CCAG la prolongation de la période de préparation par ordre de service du maître d'œuvre ne peut intervenir qu'après accord express du maître d'ouvrage.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

Par les soins du maître d'œuvre :

- La communication à l'entreprise des documents et imprimés divers concernant la présentation des projets de décompte ;
- La communication, à la demande expresse de l'entreprise, des plans au format numérique (DWG) nécessaires à la production des plans d'exécution ;
- L'agrément des matériaux, produits et matériels envisagés ;
- La validation du programme d'exécution détaillé des travaux ;
- La validation des plans d'exécution ;
- La validation des plans complémentaires de détails, d'atelier et d'adaptation aux méthodes et matériels,
- La validation de l'installation de chantier.

ATTENTION : les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre sur les documents d'exécution.

Approbation par le maître de l'ouvrage du calendrier détaillé d'exécution dans les conditions prévues à l'article 28.2.3 du CCAG.

Par les soins du responsable de l'Ordonnancement, la Coordination et le Pilotage du Chantier (OPC) :

- Elaboration du calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec le maître d'œuvre et le titulaire ;
- Elaboration du calendrier détaillé d'exécution visé au 4-1.2 ci-dessus en concertation avec le maître d'œuvre et les titulaires ;

Par les soins des titulaires :

- Etablissement et mis au point par le titulaire du lot de son SOGED ;
- Etablissement, sous la coordination du responsable de l'OPC, et présentation au visa du maître d'œuvre du programme des études d'exécution, dans le délai de 20 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
- Etablissement, sous la coordination du responsable de l'OPC, et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, dans le délai de 30 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.

Il est accompagné :

- du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ;
- du planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter ;
- du SOGED ;
- des dispositions détaillées du PAQ (procédures d'exécution, fiches de suivi, fiches des matériaux et produits, etc.) ;
- Etude de formulation du béton ;
- Plan d'assurance qualité ;
- La surveillance de la production de la ou des carrière(s) dont sera(ont) issue(s) les granulats nécessaires aux terrassements et aux bétons ;

- Les essais d'agrément des matériaux ;
- Aménagement de la zone d'installation de chantier y compris stocks de matériaux ;
- Transport des matériaux et matériels ;
- La fabrication et l'approvisionnement du matériel nécessaire à la construction du bâtiment.

ATTENTION : les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre sur les documents d'exécution.

8-2. Etudes, documents et plans d'exécution des ouvrages

Les études d'exécution des ouvrages sont soumises au visa du maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG, ces documents sont fournis en 2 exemplaires dont un sous forme de fichier informatique dans les formats et caractéristiques suivants : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, pptx, doc, docx, xls, xlsx pour Microsoft Office swx, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux.

Ces documents d'exécution seront soumis au VISA du maître d'œuvre durant la période de préparation. L'intégralité des plans d'EXE devront être reçus au plus tard 15 jours avant la fin de la période de préparation.

La maîtrise d'œuvre et la conduite d'opération pourra exiger la transmission papier de certain plan papier avec un format d'impression adaptée à l'échelle demandée. De manière générale, l'ensemble des informations comprises dans ces documents devra être lisible à l'échelle d'impression choisie.

8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément

A la demande de la maîtrise d'œuvre, le titulaire est soumis de présenter les échantillons, documentations techniques et agréments des matériaux et matériels proposés.

8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

8-4.1. Installation de chantier

L'exécution des voies d'accès provisoires et le nivellement pour les baraques d'entreprises, l'entretien des voies d'accès qu'elles aient un caractère provisoire ou définitif sont à la charge de l'entreprise titulaire du lot n°1.

8-4.2. Clôtures, panneaux de chantier

a) Panneaux de chantier

La mise en place du panneau de chantier sera effectuée par le lot 1.

b) Clôture

L'entreprise titulaire du lot n°1 devra mettre en place une délimitation de chantier à l'intérieur de la plateforme, ainsi que les portails correspondants, nécessaires à la sécurité du public vis-

à-vis du chantier. La clôture sera d'une hauteur minimale de 1,50 m, en matériaux rigides, non dangereux (arêtes/angles coupants) avec porte de chantier et portail d'accès facilement manœuvrables, pourvus en tant que de besoin d'une signalétique adaptée pour la sécurité du public. Un cadenas avec chaîne sera posé sur les vantaux du portail. Cette clôture doit pouvoir résister aux conditions climatiques citées à l'article 3-3.1.

c) Divers

Divers balisages doivent être prévus pour protéger et signaler les travaux présentant des dangers pour le personnel et les usagers.

Les limites du chantier devront être pourvues des équipements nécessaires à l'avertissement (signalétique) et à la sécurité du public (renfort, complément ou ajout de clôture).

8-4.3. Téléphone

L'installation téléphonique de ce chantier est à la charge de l'entrepreneur (un téléphone portable est accepté).

8-4.4. Lieux de dépôt

Conformément aux dispositions de l'article 31.2 du C.C.A.G. Travaux, les emplacements mis gratuitement à la disposition de l'entrepreneur seront définis avec le maître d'ouvrage pour le dépôt des déblais en excédent.

8-4.5. Signalisation des chantiers

Sans objet

8-4.6. Restriction de circulation sur le chantier

Il est fait application des dispositions des articles 31.6 et 31.7 du C.C.A.G. Travaux.

8-4.7. Démolitions, emploi d'explosifs

Sans objet

8-4.8. Dispositions particulières de circulation sur les voies publiques

Il est fait application des dispositions de l'article 34 du C.C.A.G. Travaux.

Il est rappelé que toutes les entreprises doivent se conformer aux prescriptions du code de la route de notamment celles concernant le poids total autorisé en charge des véhicules, et ce, afin de ne pas détériorer les chaussées publiques et privées.

8-4.9. Dispositions particulières en matière de sécurité

Il est rappelé de manière générale que l'entrepreneur qui négligerait ses obligations vis-à-vis de la sécurité du public en toutes circonstances engage sa responsabilité pénale sur le fondement du délit de "mise en danger de la vie d'autrui" prévu par le Code Pénal.

Pour exemple, dès qu'une alerte pré-cyclonique est annoncée, l'entrepreneur est tenu de procéder au nettoyage du chantier (objets pouvant être emportés par le vent), à la consolidation et à la stabilisation des ouvrages et des installations de chantier (clôtures, etc...), de manière à ce que le chantier et ses alentours soient en situation de sécurité.

8-4.10. Hygiène

Les mesures particulières ci-après concernant l'hygiène et la sécurité sont à prendre par l'entrepreneur :

- Pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des travaux pour le personnel et de leur accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les

réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leur date de réalisation.

- Plan d'hygiène et de sécurité

L'entrepreneur est tenu de fournir un plan d'hygiène et de sécurité pendant la période de préparation.

Il indique de façon précise et détaillée :

- les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques courus par le personnel, tant dans les modes opératoires lors de leur définition dans les différentes phases d'exécution des travaux. Il explicite en particulier, en fonction du procédé de construction et du matériel utilisé, les moyens de prévention concernant d'une part, les chutes de matériaux et de personnel (conformément aux exigences des délibérations 91- 016 et 91-013 applicable sur le territoire de Wallis et Futuna), d'autre part les circulations verticales et horizontales des engins ;
- les mesures prévues pour les premiers secours aux accidentés et aux malades ;
- les mesures concourant à une bonne hygiène du travail et notamment en complément du projet d'installation de chantier, la consistance et la qualité des locaux pour le personnel.

L'entrepreneur est tenu de remettre au maître d'œuvre une copie de la déclaration des procédés de travail susceptibles de provoquer des maladies professionnelles.

Il doit faire les déclarations réglementaires et porter à la connaissance du maître d'œuvre les accidents de travail (avec arrêt) survenus à leur personnel ainsi que tout accident mettant en cause la sécurité de la formation.

8-5. Compte prorata

Il est fait application du CCAG.

8-6. Coordination entre lots

La coordination entre les lots est assurée par la maîtrise d'œuvre.

8-7. Prescriptions environnementales

L'entreprise devra se tenir informée des textes réglementaires limitant les nuisances sur le territoire de Wallis et Futuna et notamment le code de l'environnement (*disponible sous : <http://www.wallis-et-futuna.gouv.fr/Publications/Publications-administratives/Code-de-l-environnement>*).

Il sera fait application de la charte chantier vert.

Une attention particulière devra être portée aux nuisances sonores, notamment, l'entreprise devra éviter l'exécution simultanée de prestations sonores et veiller à couper les moteurs des véhicules en stationnement.

En vue de réduire les nuisances pour les riverains, l'entreprise veillera également à éviter les dégagements de poussières tout au long du chantier.

Les bennes des poids lourds devront être bâchées si elles contiennent des déchets fins, pulvérulents ou susceptibles de s'envoler.

L'entreprise veillera au bon entretien de ses engins : aucune huile de vidange ne sera déversée sur site.

Dans le même souci de limiter les pollutions, aucun résidu de produits dangereux ne sera vidé dans les réseaux d'assainissement.

L'entreprise veillera à conserver la voirie publique en état de propreté.

L'entreprise veillera à ne pas défricher plus que nécessaire, ou stocker des matériaux sur des sites d'intérêt patrimonial.

L'entreprise veillera à ne pas brûler de déchets sur site et à intégrer les déchets de son personnel dans le suivi des déchets.

L'entreprise veillera à être en conformité avec les directives du code de l'environnement du territoire des îles Wallis et Futuna et devra avoir les autorisations adéquates notamment pour ces installations classées pour la protection de l'environnement avant le démarrage des travaux.

L'entreprise prendra l'attache du Service de l'Environnement du Territoire de Wallis et Futuna (72 05 97 – chef.env@mail.wf)

8-8. Amiante environnementale

Sans objet.

Article 9. Sous-traitance

Conformément aux dispositions de l'article 73 de la loi EROM du 28 février 2017, les soumissionnaires présentant une offre supérieure à 59 665 871 XPF hors taxes (500.000 € HT) doivent présenter un plan de sous-traitance prévoyant le montant et les modalités de participation des petites et moyennes entreprises locales.

La réglementation permet aux soumissionnaires de sous-traiter une partie des travaux, notamment s'ils n'ont pas les capacités propres à l'exécution de tous les travaux.

Pour l'appréciation de leurs capacités, et pour l'évaluation de la valeur technique globale de leur offre, il est recommandé aux soumissionnaires de déclarer tous leurs sous-traitants et de fournir tous leurs éléments d'appréciation.

Les éventuels sous-traitants devront être déclarés, en vue de leur acceptation et de l'agrément de leurs conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur. Conformément aux dispositions des articles R2193-3 à R2193-8 du code de la commande publique et de l'article 3.6 du CCAG-Travaux, l'attributaire devra :

- annexer sa déclaration de sous-traitance au présent contrat valant acte d'engagement si la demande de sous-traitance est présentée au moment de l'offre,
- remettre un acte spécial si cette demande est présentée après l'attribution du marché.

Le titulaire pourra utiliser le dernier formulaire DC4 à jour relatif à la déclaration de sous-traitance, téléchargeable sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj>.

Dans tous les cas, le titulaire reste personnellement responsable et garant de la bonne exécution des prestations, tant envers la personne publique contractante qu'envers les ouvriers et les tiers.

Si l'entrepreneur qui sous-traite est un cotraitant, l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial :

- une déclaration du sous-traitant indiquant :
 - son chiffre d'affaires global et son chiffre d'affaires relatif aux prestations objet de la présente consultation, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
 - ses moyens en personnel ;
 - ses moyens matériels (équipement technique, moyens informatiques et méthodologiques, dont le sous-traitant dispose pour la réalisation de prestations de même nature) ;
 - ses principales références datant de moins de 3 ans relatives à des prestations similaires (nature des opérations, montants, part réellement exécutée par l'entreprise concernée, dates de réalisation des opérations et pouvoirs adjudicateurs), et/ou qualifications professionnelles.
- Le RIB ou RIP du sous-traitant à payer directement.
- Attestation d'assurance responsabilité civile. Cependant, le code des assurances n'étant

pas en vigueur dans les Îles de Wallis et Futuna, il sera demandé au soumissionnaire de prouver, par tous moyens (preuve de banque...) sa solvabilité en cas de sinistre.

Si le titulaire a sous-traité une partie des prestations sans le déclarer au Pouvoir adjudicateur, ce dernier se réserve le droit de résilier de plein droit le marché sans préjudice des dommages et intérêts, conformément aux dispositions de l'article 50.3 du CCAG-Travaux.

Article 10. Contrôles et réception des travaux

10-1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par le C.C.T.P. seront assurés par un laboratoire de contrôle agréé par le maître d'œuvre.

10-2. Réception des ouvrages

Les stipulations du CCAG sont applicables (article 41).

10-3. Réceptions partielles

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

10-4. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

10-5. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

10-6. Remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE) fournis après exécution

Les délais impartis au titulaire pour l'élaboration et la remise des documents prévus à l'article 40 du CCAG Travaux, conformes aux prescriptions du marché, sont compris dans le délai d'exécution des travaux. Les plans de récolement à fournir après exécution doivent être conformes aux prescriptions du CCTP.

Nombre d'exemplaires des plans (sauf stipulation plus contraignante du CCTP) :

- 3 exemplaires sur papier plié en format A4
- 1 sur support informatique (clé USB) compatible avec les versions du logiciel Autocad antérieures de 5 ans à la date de remise du support.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG, le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, en 2 exemplaires dont un sous la forme de fichiers informatiques. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, pptx, doc, docx, xls, xlsx pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

10-7. Délai de garantie de parfait achèvement

Le délai de garantie est fixé à un an à compter de la date d'effet de la réception. (art. 44 du CCAG Travaux).

Le délai de garantie des ouvrages qui ont fait l'objet d'une réception partielle, court jusqu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux. Pendant le délai de garantie, l'entrepreneur est tenu à une obligation dite « obligation de parfait achèvement » au titre de laquelle il doit :

- a) exécuter les travaux et prestations éventuels de finition ou de reprise prévus à l'article 10-2 du présent CCAP,
- b) remédier à tous les désordres signalés par le RPA ou le maître d'œuvre, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci.

Les dépenses correspondant aux travaux complémentaires prescrits par le RPA ou le maître d'œuvre ayant pour objet de remédier aux déficiences énoncées au b ci-dessus ne sont à la charge de l'entrepreneur que si la cause de ces déficiences lui est imputable.

L'obligation de parfait achèvement ne s'entend pas aux travaux pour remédier aux effets de l'usage ou de l'usure normale.

A l'expiration du délai de garantie, l'entrepreneur est dégagé de ses obligations contractuelles.

Si, à l'expiration du délai de garantie, l'entrepreneur n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations énoncés précédemment, le délai de garantie peut être prolongé par décision du RPA jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par l'entrepreneur ou qu'elle le soit d'office conformément aux stipulations de l'article 44 du CCAG.

Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'œuvre ou du maître de l'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

10-8. Délai de garantie de parfait fonctionnement

Le titulaire est responsable du bon fonctionnement de son ouvrage pendant une période de 2 ans à compter de la réception des travaux. Cette garantie biennale couvre tous les éléments d'équipement qui peuvent être dissociés de l'ouvrage.

Les éléments d'équipement indissociables de l'ouvrage sont couverts par la garantie décennale de l'article 1792-4-1 du Code civil.

Sont couverts par la garantie biennale de bon fonctionnement les dommages qui affectent :

- les menuiseries et leurs accessoires : portes, fenêtres et volets défectueux.
- Les éléments de chauffage et de plomberie : chauffe-eau, radiateurs, tuyauterie et chaudière qui ne fonctionnent pas correctement.
- Les revêtements de sol : parquet qui gondole, moquette qui se décolle...
- Les peintures et revêtements de mur : mauvaise couleur de peinture, papier peint qui se détache...
- Les appareils électriques qui ne fonctionnent pas.

La mise en œuvre de la garantie biennale du constructeur oblige le professionnel à effectuer les réparations à ses frais

10-9. Assurance responsabilité civile

Si cela est possible, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire ainsi que les sous-traitants doivent justifier qu'ils sont titulaires d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

Dans le cas où l'attestation d'assurance responsabilité civile ne couvre pas la durée complète du marché, l'entrepreneur devra fournir l'actualisation de ses justificatifs au plus tard à l'échéance de validité de l'attestation précédente.

Après mise en demeure restée sans effet, la non-fourniture des attestations citées ci-dessus dans le délai prescrit par ladite mise en demeure fera obstacle à tout paiement d'acompte.

Le code des assurances n'étant pas en vigueur dans les îles de Wallis et Futuna, en cas d'incapacité d'obtention de police d'assurance, il sera demandé au soumissionnaire de prouver, par tous moyens (preuve de banque...) sa solvabilité en cas de sinistre.

10-10. Représentant de l'entreprise

Lors de la phase préparatoire, l'entrepreneur devra désigner son ou ses représentants ainsi que leurs habilitations respectives pour ce chantier.

L'entrepreneur est tenu d'avoir un responsable sur le chantier en permanence. Ce dernier devra avoir les habilitations nécessaires pour prendre toutes décisions concernant le déroulement du chantier.

Article 11. Résiliation

Il sera fait application des dispositions du chapitre 7 du CCAG-Travaux mars 2021.

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.3.1 du CCAG.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RPA, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG est fixé à 5%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-6 ci-dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

Article 12. Règlement des différents et litiges

Tout différend entre le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation qui doit être remis au représentant du pouvoir adjudicateur.

La personne publique dispose d'un délai de 2 mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision.

Tout litige ou différend soulevé par l'application des termes du contrat sera réglé par la seule juridiction compétente :

Le Tribunal Administratif de Mata'Utu
BP 600 - 98600 MATA UTU (Territoire des îles Wallis et Futuna)
Tél 00 681 72 14 85 / Fax 00 681 72 14 86
Courriel : tamatautu@mail.wf

Article 13. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des prestations dans le délai précisé ci-dessus donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement.

Le taux des intérêts est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points de pourcentage. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Article 14. Dérogations

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. (et du C.C.T.P.) sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

14-1. Dérogations au C.C.A.G-Travaux mars 2021

- Dérogation à l'article 8 du CCAG-Travaux par l'article 1.5.3 du CCAP
- Dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG-Tvx par l'article 3.7 du CCAP
- Dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Tvx par l'article 4.3 du CCAP
- Dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Tvx par l'article 4.3 du CCAP
- Dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux par l'article 4.3.1 du CCAP
- Dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG par l'article 8.2 du CCAP
- Dérogation à l'article 40 du CCAG-Tvx par l'article 10.6 du CCAP
- Dérogation à l'article 50.3 du CCAG-Tvx par l'article 11 du CCAP

14-2. Dérogations au C.C.T.G. et aux normes françaises homologuées

Les éventuelles dérogations aux textes techniques sont mentionnées au CCTP.

Le titulaire ou le mandataire du groupement le

Mention manuscrite '' lu et accepté sans observation''